

04 déc 2009 -12:04

Appartient à [Conseil des ministres du 4 décembre 2009](#)

Diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé le financement d'initiatives et d'interventions de la Belgique en matière de diplomatie préventive :

I. Développement des capacités et renforcement de la société civile - Kosovo Property Agency (KPA) - Kosovo

Les objectifs de ce projet sont entre autres de fournir un mécanisme efficace et rapide de résolution du contentieux sur les propriétés privées (habitations, terres agricoles ou commerces) résultant du conflit armé de 1998-1999 ; de rendre leur droit de propriété aux personnes déplacées par le conflit et qui n'ont pas encore pu regagner leur propriété ; de fournir à l'agence cadastrale kosovare des informations fiables. Le subside demandé contribuera au financement pour une durée de 12 mois.

II. Développement des capacités et renforcement de la société civile - UNDP Thaïlande - Southern Thailand Empowerment and Participation (STEP) - Thaïlande

La situation politique en Thaïlande reste généralement difficile, avec de sérieuses tensions. Le gouvernement parvient cependant petit à petit à restaurer la stabilité même si elle reste précaire. Au niveau des trois provinces du sud du pays, témoins depuis janvier 2004 de graves incidents, le gouvernement a adopté depuis décembre 2008 une nouvelle approche. Il souhaite mettre fin au plus vite à l'état d'urgence et rendre le pouvoir aux autorités civiles. Le gouvernement veut également relancer le développement économique de la région. Si une solution au conflit prendra du temps, le gouvernement est déterminé à reconnaître les spécificités de la région et à adapter sa politique en vue d'une normalisation de la situation. L'objectif global de ce projet est de répondre à la situation de violence rencontrée dans le sud en se reposant sur deux stratégies :

- renforcer les peuples et communautés dans le processus de gouvernance ;
- améliorer les mécanismes de réponse des autorités aux attentes des communautés et de prise en charge de la situation conflictuelle.

Le subside demandé contribuera au financement pour une durée de 24 mois.

III. Lutte contre les mines anti-personnel - Handicap International - RDC

Handicap International est actif depuis plusieurs années en RDC dans le cadre de la lutte contre les mines anti-personnel. Dans le courant de cette année, Handicap International a demandé soutien financier pour les activités suivantes :

- la collecte de données sur la problématique des mines terrestres, les munitions non-explosées et les populations touchées ;
- le déminage d'environ 50 zones ;
- la sensibilisation de la population (environ 15.000 personnes), principalement les femmes et les enfants.

Le projet prévoit le désengagement progressif d'Handicap International sur le terrain. Dès lors, HI envisage le renforcement des capacités des ONG locales et de soutenir la création d'un "point focal national de lutte anti-mines" (PNFLAM). Le subside demandé contribuera au financement pour une durée de 18 mois.

IV. Construction d'une société démocratique, soutien aux processus participatifs - Netherlands Institute for Municipality Democracy - NIMD "The electoral role of political parties in Burundi" - Burundi

Les élections générales burundaises de juin 2010 seront cruciales pour ce pays. Le Netherlands Institute for Multiparty Democracy propose d'assister les partis politiques burundais à acquérir une stratégie de communication en harmonie avec le processus démocratique. Le résultat en sera la réalisation d'un programme de campagne électorale clair et détaillé. Grâce à divers ateliers de travail, les partis politiques apprendront à déterminer leur point de vue en relation avec les plus importants thèmes politiques généraux. Sur la base de cet exercice, les partis politiques - avec l'aide du NIMD - pourront communiquer leurs priorités politiques avec le grand public au travers de pamphlets, de spots radio ou de débats électoraux. Cette stratégie leur permettra de se positionner dans le paysage politique, d'aiguiser leur responsabilité et leur accessibilité. Dès lors le risque de tensions politiques diminuera en canalisant l'énergie émotionnelle dans une culture de débat de société et politique. Le subside demandé contribuera au financement pour une durée de 7 mois.